



HAL
open science

'La Planète Revisitée'. Fabriquer un nouveau mode d'inventaires globaux

David Dumoulin Kervran, Elsa Faugère

► **To cite this version:**

David Dumoulin Kervran, Elsa Faugère. 'La Planète Revisitée'. Fabriquer un nouveau mode d'inventaires globaux . Études rurales, 2015, 195 (1), pp. 145-161. halshs-01718342

HAL Id: halshs-01718342

<https://shs.hal.science/halshs-01718342>

Submitted on 27 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« LA PLANÈTE REVISITÉE »

David Dumoulin Kervran et Elsa Faugère

FABRIQUER UN NOUVEAU MODE D'INVENTAIRES GLOBAUX ?

« LA PLANÈTE REVISITÉE » est le nom attribué en 2008 à un programme d'inventaires naturalistes, fruit du succès, tant médiatique que scientifique, d'une première expédition menée sur l'île de Santo, au Vanuatu, en 2006¹. Ce programme qui a donné lieu à plusieurs expéditions² (Mozambique en 2009, Sud de Madagascar en 2010, Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG) en 2012, 2013 et 2014, Guyane française en 2014 et 2015) est né de la rencontre entre deux traditions d'inventaires dans les *hotspots* de la biodiversité des pays du Sud, chacune sur un front de découverte de la biodiversité négligée : les invertébrés terrestres et marins (principalement insectes de la canopée et microfaune marine). La tradition marine, portée par Philippe Bouchet, malacologue au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), s'inscrit dans la continuité d'une série prestigieuse d'inventaires appelés d'abord MUSORSTOM³ puis *Tropical Deep-Sea Benthos* [Bouchet *et al.* 2009]. Le volet terrestre, organisé par Olivier Pascal s'inscrit, quant à lui, dans la continuité du programme scientifique international IBISCA⁴ d'exploration de la canopée, et des

expéditions du Radeau des Cimes⁵. Ces deux collectifs originaux rassemblent des scientifiques de différents pays (mais aussi des techniciens et des amateurs), des instruments fédérateurs, des institutions publiques et privées, pour constituer des traditions d'inventaires globaux permettant l'accumulation des données d'une série d'expéditions, originalité que l'on retrouve dans l'idée de « programme » d'inventaires.

C'est depuis 2005, et la préparation de l'expédition Santo 2006, que nous étudions, comme ethnologues et sociologues, ces inventaires. Après avoir ethnographié le montage tant politique que scientifique, logistique et financier, nous avons accompagné les scientifiques

1. Cette recherche a été financée par l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre du projet « Expé-biodiv. Étude pluridisciplinaire des grandes expéditions naturalistes contemporaines », programme « Sciences, technologies et savoirs en société. Enjeux actuels, questions historiques », ANR-09-SSOC-052. Nous remercions vivement tous les participants à ces expéditions et plus particulièrement Philippe Bouchet et Olivier Pascal, les deux organisateurs, pour leur disponibilité et leur confiance.

2. Chaque expédition reprend l'armature du projet initial (Vanuatu 2006) en l'adaptant au contexte géopolitique, biogéographique, scientifique et social de la nouvelle destination.

3. Du nom des deux institutions organisatrices, le Muséum de Paris et l'ORSTOM, <http://musorstom.mnhn.fr/>

4. « Investigating the Biodiversity of Soil and Canopy Arthropods » : www.ibisca.net

5. Lancé en 1986, ce programme d'exploration scientifique de la canopée des forêts tropicales a popularisé plusieurs modes d'inventaires réalisés à partir d'engins volants et de structures gonflables.

sur leurs terrains de collecte. Cette première enquête s'est poursuivie de décembre 2009 à novembre 2013 dans le cadre d'un projet financé par l'ANR au cours duquel nous avons suivi plus particulièrement deux expéditions : la première à Madagascar en 2010 et la deuxième en Papouasie Nouvelle-Guinée en 2012. Notre matériel empirique est ainsi composé de plus de 130 entretiens semi-directifs réalisés auprès d'une grande diversité de participants à ces inventaires, d'observations ethnographiques effectuées avant, pendant et après les expéditions elles-mêmes, d'analyse des contenus médiatiques, dossiers et revues de presse de plusieurs expéditions, de documents financiers et politiques internes (comme les conventions et contrats avec les mécènes et les gouvernements des pays concernés), d'articles scientifiques, etc. Au cours de ces enquêtes, nous avons ainsi pu appréhender différentes dimensions de ce programme d'inventaires unique au monde, appelé « La Planète Revisitée ».

Ce nom, « La Planète Revisitée », possède la force des slogans et il en porte toute l'ambivalence. S'agit-il de réitérer une aventure (visiter ce qui l'a déjà été) ou d'accomplir ce qui n'a jamais été fait (voir autre chose et voir autrement) ? Les commentateurs de ce programme largement médiatisé ont d'ailleurs opéré deux lectures contradictoires. D'un côté, certains ont insisté sur les dangers de faire appel aussi explicitement à la nostalgie des grandes expéditions de découverte des XVIII^e et XIX^e siècles, au motif qu'elle délégitimerait ces inventaires à la fois sur le plan politique, en dévoilant crûment leur filiation avec les prédatrices coloniales, et sur le plan scientifique en soulignant l'archaïsme de pratiques

centrées sur les collectes et la découverte d'espèces. D'un autre côté, la majorité des commentateurs ont souligné la pertinence d'un programme qui permettrait à la fois de redonner au grand public le goût de la science en mobilisant l'image romantique des expéditions de découverte du globe et de positionner les scientifiques sur une thématique éminemment contemporaine : alerter et connaître la biodiversité mondiale sur le point de disparaître en raison de ce qui est souvent appelé la sixième crise d'extinction des espèces.

Replacée dans une réflexion d'ensemble sur le rôle des inventaires naturalistes, la question de la « nouveauté » et de ses critères est en réalité complexe. Afin d'y répondre, nous avons choisi de commencer par montrer comment les caractéristiques de ce programme « globalisé » permettent de le situer au sein d'une typologie des inventaires naturalistes et de leur périodisation. Ensuite, la question des commanditaires de ces inventaires nous amène à présenter plus précisément les modes de transaction que les organisateurs nouent avec trois catégories d'acteurs : les organisations scientifiques, les mécènes et les médias, les États. Cette question de la nouveauté renvoie à une discussion plus générale sur la transformation des rapports Nord-Sud et des modes de production scientifique.

Typologie des modes d'inventaires : saisir les spécificités de « La Planète Revisitée »

Malgré les anachronismes de ce *storytelling*, il nous semble que le parallèle avec les inventaires de l'ère des grandes expéditions coloniales des XVIII^e et XIX^e siècles est légitime

sur deux plans qui permettent de différencier les modes d'inventaires. Le premier plan, général, oppose les pratiques qui visent à inventorier par la découverte d'espèces et la collecte de spécimens (appelées ici mode *exploration*), et celles qui se bornent à repérer la présence des espèces le plus souvent déjà connues (appelé mode *monitoring*). Le second plan pointe différentes modalités de ces pratiques d'inventaires que capture très bien le terme « expédition » : la dynamique géographique, l'unité temporelle et la taille.

D'un point de vue spatial, ce programme d'inventaires est marqué par sa dynamique Nord-Sud qui se caractérise par l'opposition entre des lieux de collecte et des « centres de calculs » élaborés à partir de l'accumulation des spécimens rassemblés dans les musées [Latour 1985]. Des travaux historiques ont souligné la contribution des inventaires des siècles précédents à la construction de l'ordre colonial et à la première époque de globalisation des savoirs naturalistes [Petitjean 1996 ; MacLeod 2000], inventaires qui s'appuient sur les musées au sein desquels émergent des collections et une nomenclature planétaires [Mackenzie 2009] comme c'est le cas pour la France à travers le MNHN [Spary 2000].

L'unité temporelle du programme d'inventaires est une caractéristique qui rappelle les anciennes explorations puisque, contrairement aux collectes organisées de manière continue et extensive (dans des stations biologiques ou par des collecteurs travaillant près de leur lieu de vie), ces inventaires se font à travers une série de prélèvements réalisés lors de séjours d'un à trois mois (type « mission »). Enfin, troisième caractéristique permettant le parallèle historique, le programme « La Planète

Revisitée » organise de véritables « expéditions scientifiques » regroupant une centaine de participants travaillant une grande variété de taxons, puissamment instrumentées et financées (budget de un à trois millions d'euros selon les organisateurs)⁶. Ce type d'expédition de collecte intensive Nord-Sud semblait en effet avoir disparu, après une période d'exploration dense jusqu'aux années 1930, dans les colonies européennes, aux États-Unis [Kohler 2006, 2002] et dans les océans [Rozwadowski 2005].

Les expéditions de « La Planète Revisitée » se distinguent donc des deux pratiques dominantes d'inventaires qui ont cours actuellement : les collectes extensives et de proximité d'une part, et les inventaires sur le mode *monitoring*⁷ d'autre part qui se multiplient avec la généralisation des politiques de conservation à l'échelle mondiale. Dans les pays du Sud, ce mode *monitoring* s'incarne souvent dans les *Rapid Biodiversity Assessments* effectués en particulier par les grandes ONG comme *Conservation International*. Ces opérations se rapprochent des expéditions par leur organisation, mais elles visent à se faire une idée de la structure et de la santé des écosystèmes plutôt qu'à collecter des spécimens (voir tableau p. 148).

6. Sur la notion de « laboratoire distribué » et l'importance des instruments dans la division du travail durant les expéditions contemporaines : [Dumoulin Kervran 2012].

7. Voir [Manceron 2013] pour la distinction entre pratiques de *recording* et de *monitoring*. La notion de *monitoring* fait référence à la mesure dans une optique de gouvernement et de contrôle.

Les grands modes d'inventaires naturalistes
(en grisé : les caractéristiques des expéditions « La Planète Revisitée ») *

Mode Inventaires d'<i>exploration</i>		Collecte spécimens et découverte d'espèces			
Mode Inventaires de <i>monitoring</i>		Registre par vue et indice de présence			
Dynamique géographique		Unité temporelle		Taille	
Internationale ou Nord-Sud	Interne au pays/ la région	Intensif : temps court	Extensif : temps long	Très grand nbre de scientifiques et de taxons	Petit nbre de scientifiques et de taxons
Modalité planétaire ou postcoloniale	Modalité locale	Modalité mission	Modalité station biol. / voisinage	Modalité grand projet	Modalité fourmi

* Élaboration : D. Dumoulin Kervran.

Si l'on reste en revanche dans le mode d'inventaire fondé sur les collectes de spécimens et la découverte d'espèces (mode *exploration*), les expéditions de « La Planète Revisitée » peuvent être rapprochées par leur taille du nouveau mode d'inventaire *All Taxa Biodiversity Inventory* (ATBI)⁸. Mais ces deux expériences se distinguent selon le critère de la dynamique géographique : nés d'une idée de D. Janzen et W. Hallwachs en 1993, les ATBI n'ont pour l'instant été réalisés que dans des pays du Nord à cause d'un premier échec au Costa Rica [Janzen 2003 ; Granjou *et al.* 2014].

Le programme peut donc être vu soit comme une résurgence du mode « expéditions Nord-Sud », soit comme une modalité d'inventaire ancrée dans notre époque de nouvel âge d'or de l'exploration de la biodiversité [Faugère et Mauz 2013] et des inventaires [Mauz 2011], aux côtés du développement du *monitoring* et des ATBI. La caractéristique que partagent ces inventaires contemporains est de ne plus être cadrés par la notion de « nature » mais bien par celle de « biodiversité » adossée à la crise environnementale. Ce changement va de pair avec la transformation de l'action publique et des modes de production scientifique et la composition de partenariats qui dépassent tous les anciens clivages institutionnels ou conceptuels [Micoud 2005].

Les inventaires naturalistes sont un objet à la frontière entre la science et la politique et la question du type d'influence des acteurs extra-scientifiques est donc cruciale lorsqu'il s'agit de mieux évaluer l'émergence d'un nouveau mode de production des données naturalistes. S'agissant de ce programme, aucune

organisation n'est véritablement le « commanditaire » au sens fort du terme (qui conçoit et paye un exécuteur pour effectuer sa commande⁹). Il est issu de deux programmes d'inventaires plus anciens et de la rencontre de deux individus « entrepreneurs » en 2004, attachés à transformer le fonctionnement de la production scientifique publique. Cependant, leur entreprise n'aurait pas été possible sans la mobilisation d'autres catégories d'acteurs qui peuvent ressembler à des commanditaires au sens classique du terme (acteur jouant le rôle de sponsor d'une entreprise, simple soutien attendant quelque chose en retour) et soulève une série de questions : qui finance, rend possible et légitime le programme ? Et à qui les organisateurs doivent-ils rendre des comptes ?

Des études ont souligné comment des collaborations se tissent entre scientifiques et amateurs [Star et Griesemer 1989], taxonomistes et (bio)informaticiens [Hine 2008 ; Waterton *et al.* 2013], ou entre taxonomistes, gestionnaires des aires protégées et écologues [Granjou *et al.* 2014]. On voudrait, dans cet article, caractériser le type de transaction que les entrepreneurs-organisateurs des expéditions expérimentent avec des acteurs appartenant à trois secteurs : les institutions scientifiques et en particulier les nouveaux programmes globaux, les financeurs privés et les liens étroits qu'ils tissent avec les médias et le grand public, et enfin les États qui initient ou accueillent les expéditions.

8. L'inventaire biologique généralisé (ATBI) vise à recenser l'intégralité des espèces animales et végétales sur un territoire donné.

9. Selon la définition du terme dans *Le petit Robert*.

Institutions scientifiques et initiatives globales de conservation : légitimité et réseaux

Ce programme d'inventaires se présente – et est présenté dans la presse – comme un projet scientifique organisé par des scientifiques. Pourtant, les institutions scientifiques, tant celles où travaillent les participants que les programmes globaux sur la biodiversité que nous allons évoquer, ne peuvent guère être considérées comme les commanditaires du programme « La Planète Revisitée ». Comment alors qualifier ces relations complexes entre les organisateurs des expéditions et les institutions scientifiques ?

La cheville ouvrière du programme est bien constituée de scientifiques patentés, même si nombre de participants ont des statuts autres (techniciens, doctorants, post-doctorants et amateurs) et si l'organisateur du volet terrestre a une formation de botaniste mais n'a pas fait de thèse et travaille, depuis une vingtaine d'années, pour l'ONG Pro-Natura International et non pour une institution scientifique. Le noyau du collectif scientifique est issu de deux institutions françaises (le MNHN et l'Institut de recherche pour le développement, IRD) et d'un autre cercle – variable suivant les expéditions – formé de scientifiques de différents pays choisis pour leur expertise reconnue sur un taxon (famille, etc.) et pour leur qualité de « chercheur de terrain ».

Cette situation reflète le caractère à la fois international et très français du programme. Le fait que le MNHN et l'IRD soient des institutions scientifiques prestigieuses, à l'égal des partenaires les plus réguliers (Smithsonian,

Kew Garden...) joue un rôle fondamental dans la participation de scientifiques professionnels issus d'une grande diversité d'institutions (CNRS, Universités, laboratoires étrangers), mais aussi des mécènes et des médias. Pourtant, il convient de noter que ces « inventaires d'exploration » ne sont pas au centre des programmes scientifiques de ces institutions qui y voient surtout un moyen de tisser de nouveaux liens avec le grand public et de renforcer leurs politiques de communication qui se professionnalisent [Babou et Le Marec 2008 ; Faugère et Pascal 2011]. La collecte de spécimens, la description de nouvelles espèces et l'enrichissement des collections de référence des Muséums d'histoire naturelle, tâches historiques de la taxonomie, ont en effet une légitimité qui reste très discutée au sein des institutions scientifiques [Faugère et Mauz 2013 ; Dumoulin Kervran et Ollivier 2013], malgré le nouveau contexte international que l'on va décrire ci-dessous. En revanche, ces tâches sont très valorisées par les organisateurs du programme qui peuvent alors s'appuyer en partie sur les acteurs du régime de la biodiversité et dans une certaine mesure sur le grand public.

Les institutions scientifiques (MNHN, IRD, etc.) mises en avant dans la communication des expéditions se comportent à la manière de partenaires des entrepreneurs de « La Planète Revisitée », en fournissant du capital humain et symbolique. Les membres des expéditions sont liés aux organisateurs-entrepreneurs par une relation qui va de l'amitié au rapport purement contractuel. Ils y participent « pour l'aventure », parce que les organisateurs leur offrent une logistique exceptionnelle et pour

faire avancer leur propre agenda scientifique en valorisant collectivement dans des publications les résultats obtenus à partir de données collectées au cours des expéditions. La co-existence des objectifs des organisateurs centrés sur la logique d'ensemble d'un inventaire et ceux des scientifiques orientés vers leurs publications spécialisées suscite de vives tensions¹⁰.

Au niveau du programme d'ensemble, les objectifs affichés sont composites et adaptés à chaque expédition : centrés sur l'exploration et la découverte d'espèces, mais aussi sur les inventaires exhaustifs de la « biodiversité négligée » (notion qui a été largement popularisée par les expéditions) en faveur de la conservation, dans un contexte de changement climatique. Ces objectifs reflètent donc les jeux d'alliance et de pression qui s'exercent sur le programme, les transactions passées avec différents acteurs (commanditaires au sens faible) auxquels les organisateurs doivent rendre des comptes.

Il est pourtant une série d'institutions scientifiques qui marque profondément les logiques d'action de ces inventaires : il s'agit de programmes élaborés depuis vingt ans au niveau global autour de la connaissance et de la préservation de la biodiversité. La gravité de la crise de la biodiversité (« sixième extinction »), l'urgence de remédier au « handicap taxonomique » (déphasage entre la rapidité de l'extinction et les capacités d'exploration et d'identification des taxonomistes) et la nécessité de « connaître pour conserver », sont autant de manières de définir un problème et ses solutions issues des milieux des systématiciens et des écologues. Leur définition du « problème » donne à leurs compétences un rôle

crucial pour « conjurer le malheur » [Mauz 2011]. Le poids de ces cadrages a connu une expansion exceptionnelle depuis vingt ans grâce aux institutions émergentes qui s'en sont faites les porte-parole au niveau supranational.

Ainsi, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) fait partie des partenaires de l'expédition à Madagascar, à travers sa commission « Sauvegarde des espèces ». Le concept de *hotspot*, créé par l'ONG *Conservation International* pour mieux cibler l'action urgente en faveur de la conservation de certains habitats, est repris par les organisateurs du programme « La Planète Revisitée », pour en faire une pièce maîtresse de leur stratégie d'ensemble. Encadrent également l'organisation, les normes qui se sont développées autour de la Convention sur la diversité biologique (CDB) entrée en vigueur en 1993, qui renationalise dans une certaine mesure l'approche patrimoniale et marchande mais s'appuie davantage sur la notion de bien commun dans le domaine de la conservation et de la recherche scientifique. Si les organisateurs se plaignent souvent des excès du régime de la biodiversité lorsqu'ils doivent faire face à la bureaucratisation pour avoir accès à la biodiversité, les expéditions ont pourtant amplement profité de l'engouement pour la notion et elles se positionnent ouvertement dans ce régime qui a réussi à agréger une multitude de normes et d'acteurs.

Les expéditions s'inscrivent clairement dans le camp de ces acteurs globaux qui tirent la

10. S'il s'agit d'une tendance générale au financement de la recherche par projet, cette tension est ici particulièrement vive.

sonnette d'alarme sur la nécessité de connaître et d'archiver les espèces face à la « sixième extinction », mais elles s'appuient surtout sur le cadre de la *Global Taxonomy Initiative* (GTI), issue de la CDB en 1998, qui constitue un programme intergouvernemental en faveur d'un inventaire de la biodiversité planétaire. Cette initiative donne une légitimité inédite aux tâches de collecte et d'identification des espèces qui guident le programme des expéditions et facilitent les liens entre le monde de la taxonomie et celui de la conservation.

Une série d'initiatives globales marque également les pratiques des expéditions : il s'agit de l'ensemble des financements et des protocoles mis en place pour créer des bases de données globalisées sur le vivant. Les innovations autour de la technologie du *barcoding* ont sérieusement secoué le monde de la taxonomie. Le *Consortium for the Barcode of Life* (CBOL) a été fondé en 2004 et possède à présent plus de 200 organisations membres originaires de 50 pays. Le réseau IBOL (*International Barcoding of Life project*) coordonne l'expansion mondiale du projet, en particulier à travers le *Barcode of Life Database* et ces standards ainsi que les initiatives centrées sur certains taxons. Ce réseau est en lien avec des universités mais il est majoritairement financé et organisé en dehors des actions intergouvernementales : le projet a été fondé puis régulièrement financé par la *Sloan Foundation*. La partie marine des expéditions est par exemple très liée aux activités de MarBOL (*Marine Barcode of Life*). Cet ensemble d'initiatives a contribué à relégitimer les pratiques anciennes de collecte de spécimens et de découverte d'espèces en leur

conférant les attributs de la *big science*, globale, efficace et ultra-équipée. Certains financements de la Sloan Foundation ont directement soutenu l'organisation des expéditions [Mauz et Faugère 2013 ; Waterton *et al.* 2013]. Concrètement, ces projets d'infrastructure digitale ont également étendu les réseaux de collaboration scientifique des expéditions et, par la force de leurs standards, transformé les pratiques de collecte puis de circulation des spécimens (équipe spécifique de « barcodeurs », conditionnement dans l'azote, nouveaux récipients, etc.).

Ces initiatives globales ont donc indéniablement contribué à donner un nouveau souffle à ces inventaires, même si leur rôle ne correspond pas à celui d'un commanditaire au sens fort qui serait plutôt d'inciter, de légitimer, de mettre en réseau, de proposer des formats de travail. Elles incarnent deux dimensions fondamentales du cadrage « biodiversité » : l'incitation aux partenariats entre acteurs hétérogènes et l'affirmation de la dimension « globale » des initiatives.

L'influence des sponsors et des médias

À côté de ces acteurs scientifiques et à l'interface science-politique, une autre catégorie d'acteurs pourrait recevoir le titre de « commanditaire » : il s'agit des mécènes privés et des sponsors. Leur entrée dans le jeu, à partir des années 1980 pour les expéditions du Radeau des Cimes et de l'an 2000 pour les campagnes marines [Lifou 2000] a véritablement rendu possible l'union des deux traditions d'inventaires (marin et terrestre) pour former « La Planète Revisitée ». Leur apport financier est fondamental pour rendre possible

ce programme d'inventaires et leur influence s'exerce à trois niveaux : une orientation dans le choix des pays, une incitation à promouvoir une « culture de communication » des expéditions et, indirectement, l'attrait d'une visibilité médiatique pour « enrôler » d'autres partenaires.

Le programme a trois « mécènes historiques » : les fondations Total, Stavros Niarchos et Prince Albert II de Monaco. Toutes les trois ont de forts intérêts dans les activités maritimes, même si leurs missions et stratégies sont très différentes. Pour chacune des expéditions, elles donnent plusieurs centaines de milliers d'euros, soit environ 80 % du coût total pour l'ensemble des mécènes-sponsors (hors salaires et bateau). Ces fondations ne peuvent guère discuter les programmes scientifiques et ne sont pas investies dans des activités biotechnologiques. En revanche, leur implication stratégique semble leur donner une certaine marge de discussion sur les pays choisis pour la planification des expéditions. Ainsi, pour des questions d'image, la fondation Total a intérêt à voir se réaliser les expéditions dans des pays où l'entreprise a des activités : Madagascar par exemple ou la Papouasie Nouvelle Guinée où elle achète justement des blocs d'exploitation depuis 2012. Pour leur part, les fondations Albert II de Monaco et Stavros Niarchos privilégient, en raison des missions qu'elles se sont données, des pays parmi « les moins avancés » comme le Mozambique ou le Vanuatu comme lieux d'expédition.

Un second cercle de mécènes a un rôle plus limité, en ne s'impliquant que sur une expédition du programme. Dans le cas de l'expédition Mozambique - Madagascar, ont

participé au financement la Fondation ARS-Cuttoli-Paul Appell¹¹ et la Richard Lounsbery Foundation¹², deux petits fonds centrés sur la recherche scientifique, et Solvin France qui a des intérêts commerciaux plus directs à Madagascar depuis 2012¹³.

En Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG), les sponsors ont des intérêts commerciaux beaucoup plus directs dans le pays. C'est le cas de la Fondation EDF dont la composante Centre d'Ingénierie Système Transport est très présente dans le pays et a démarré une importante étude de faisabilité du barrage Wabo sur le fleuve Purari en 2012¹⁴. L'entreprise de logistique pétrolière et minière Entrepouse Contracting (groupe Vinci) a terminé, en mars 2014, la construction d'un pipeline de 300 kilomètres ; elle finance 12 % de l'expédition, soit 180 000 euros¹⁵.

11. Créée en 1978 sous l'égide de la Fondation de France et spécialisée dans la recherche scientifique, elle finance à hauteur de 60 000 € l'expédition au Mozambique. Source : site de la Fondation de France.

12. Fondation spécialisée dans le soutien aux initiatives scientifiques et technologiques américaines et franco-américaines. Source : <https://www.rlounsbery.org/>

13. « *Joint venture de Solvay et BASF, SolVin est le deuxième producteur européen de résine PVC...* » source : site « La Planète Revisitée ». Solvay a racheté Rhodia en 2012 qui a acheté des gisements de « terres rares » à Madagascar la même année. Plus important encore, Solvay est un sponsor ancien du Radeau des cimes et en particulier de « Bretzel de la canopée » qui est fabriqué en PVC de Solvay depuis 2000.

14. Sur le projet : voir le site d'EDF ; et pour l'étude d'impact : *Nancy Sullivan and Associates (01/2012)* https://www.academia.edu/4492641/A_social_assessment_of_the_proposed_Purari_River_Dam_area_A_consolidated_report

15. Voir <http://www.entrepouse.fr/>

Les « commanditaires-sponsors » ont une influence très limitée sur le programme et son exécution, mais bien réelle dans le choix des futurs pays où vont se dérouler les inventaires. Ce guidage dans le choix des zones n'est cependant pas l'unique modalité du *soft power* exercé par les financeurs privés arrivés en force. Ces derniers ont en effet influencé les modes d'action des inventaires de « La Planète Revisitée », en amenant dans leur sillage d'autres acteurs appelés à laisser leur empreinte sur le programme : les médias. Le thème environnemental a changé de statut durant les années 1990 du fait de la professionnalisation des journalistes chargés de ces rubriques dotées dès lors d'une nouvelle attractivité dans la presse, alors même que les institutions scientifiques françaises, et en particulier le MNHN ont connu durant la décennie suivante une professionnalisation de leur département de communication [Faugère et Pascal 2011]. La décennie qui voit l'émergence de « La Planète Revisitée » est donc celle où l'intermédiation entre les institutions scientifiques et le grand public se transforme, ce type de projets d'exploration et d'inventaires de la biodiversité devenant des projets phares, accompagnant l'émergence d'un public pour la thématique biodiversité. Les expéditions ont donc adopté des « plans médias » de plus en plus sophistiqués et de plus en plus en amont, et accompagné la nouvelle culture qui émerge de la rencontre entre les acteurs du MNHN et de l'ONG Pro-Natura International. Cette maturation dans le mode de communication des institutions scientifiques est perceptible à travers les sites web et les blogs

retrçant jour après jour l'activité des participants, le matériel mis à disposition des journalistes ou encore les modes d'enrôlement des enseignants et des élèves à travers le « volet pédagogique » de chaque expédition.

L'emprise des médias s'effectue également sous la pression de certains « commanditaires-sponsors » engagés dans un partenariat de long terme. Ces derniers attendent, en effet, en retour de leurs financements, une « couverture média » de qualité, voire un engagement chiffré sur le nombre de « retombées médias » visé [Faugère et Pascal 2011]. Cette pression conduit les organisateurs à développer un mode de présentation de soi en direction du grand public accompagné d'une certaine manière de justifier les inventaires. Au discours sur la recherche fondamentale, vient alors s'ajouter un argumentaire centré sur l'urgence, l'aventure et les inventaires comme outil pour la conservation et la gestion durable des ressources naturelles.

Ce registre argumentaire place les organisateurs dans une situation compliquée car leur mode d'intervention et leur culture professionnelle ne sont pas ceux de la conservation ni même de la recherche appliquée. Devant satisfaire ces divers « commanditaires », ils doivent à la fois insister sur leur engagement « absolu » dans la recherche fondamentale, tout en essayant de montrer l'utilité des inventaires pour affronter la crise globale de la biodiversité et pour construire des programmes de conservation dans les pays hôtes.

Au-delà de l'affichage, on sait qu'il est très difficile d'utiliser directement des données naturalistes pour des programmes de conservation

lorsqu'elles n'ont pas été construites spécifiquement dans cette optique [Bowker 2000 ; Granjou *et al.* 2014]. Cette tension peut avoir des répercussions sur le consortium monté dans le pays, comme ce fut le cas de l'inclusion officielle de la *Wildlife Conservation Society* pour l'expédition marine de Madagascar. Cette ONG – qui fait partie du petit club des ONG globales de conservation – s'est peu mobilisée pour l'expédition si ce n'est en facilitant les procédures administratives auprès de l'État malgache et, grâce à son image, en incarnant la volonté que les données produites puissent servir pour le zonage d'aires marines protégées.

Autre incidence structurelle : si les médias n'influencent pas véritablement le type de données produites au cours des expéditions, leur présence a un effet d'appel en faveur d'autres partenaires et financeurs. Les efforts pour donner une plus grande ampleur à la « couverture média » des expéditions a facilité l'enrôlement de nouveaux partenaires, au-delà du premier cercle de mécènes qui en est largement à l'origine, en s'appuyant sur l'intérêt du grand public [Faugère 2015]. Cette « visibilité » constitue une sorte de capital qui facilite l'appui des institutions scientifiques (et la participation de leurs chercheurs), des États et des financeurs additionnels, que ces acteurs soient ancrés au Nord ou dans les pays hôtes de chaque expédition.

L'État français et les pays hôtes : enrôlement et échanges de ressources

L'État français peut être considéré comme l'un des financeurs du programme, à travers trois principaux volets : les salaires des scientifiques, la mise à disposition gratuite des

navires océanographiques de l'IRD et de l'IFREMER qui constituent une pièce fondamentale du dispositif, et les collections. Cet interventionnisme centralisateur de l'État est absolument exceptionnel au niveau mondial. Il est également important de noter que le poids symbolique du MNHN, en tant qu'entité publique ancienne et largement reconnue, est fondamental pour le reste du montage financier et que les collections de spécimens sont toutes destinées à enrichir ce qu'on peut considérer, via le MNHN, comme des collections nationales de l'État français. Cette exigence s'est d'ailleurs progressivement renforcée grâce à la traçabilité des spécimens collectés et l'obligation que ces derniers soient tout d'abord référencés à Paris, avant d'être envoyés aux spécialistes pour identification.

Le choix des zones à inventorier qui est une étape cruciale et répétitive du programme – les expéditions se succédant rapidement – doit ainsi composer avec les intérêts géopolitiques de la France. Le rôle fondamental de la Nouvelle-Calédonie dans l'histoire du volet marin ou le choix de Madagascar pour l'expédition de 2010 et de la Guyane pour 2014-2015 illustrent bien cette exigence, même si le mode d'influence reste indirect à travers les instances officielles ou la diplomatie privée. Le cas de la Papouasie Nouvelle-Guinée en 2013-2014 est particulièrement éclairant puisque participe le « Fonds Pacifique » et que l'expédition est présentée par le ministère des Affaires Étrangères comme le volet culturel, scientifique et technique¹⁶, à l'origine de

16. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/papouasie-nouvelle-guinee/la-france-et-la-papouasie-nouvelle/>

la rapide amélioration de la coopération entre les deux pays ; il a donné lieu à la signature de nouveaux contrats par Total, EDF et Vinci, au début des années 2010.

Se dessine ainsi un aspect décisif du programme : la participation des acteurs internationaux et privés n'est pas exclusive d'un rôle clé pris par l'État français dans cette alliance particulièrement composite d'acteurs. Un État pouvant parfois exiger (destination des collections), parfois suggérer avec insistance (certaines destinations pour les futures expéditions) et devant souvent se contenter de suivre (création et montage du programme) ou d'attendre (« retombées médias »).

Les États dont les territoires sont « revisités » parviennent également à poser certaines exigences, même si leur participation financière est presque nulle et si leur capacité d'influence – variable – illustre bien l'intégration très inégalitaire des « petits » pays tropicaux face aux projets scientifiques des pays du Nord. Traditionnellement, les missions de petites tailles de scientifiques du Nord étaient menées avec le moins d'interactions possible avec les administrations et les autorités des pays tropicaux. Mais l'ampleur des expéditions de « La Planète Revisitée » et surtout le nouveau contexte post-CDB fondé sur le large processus de formalisation de l'*Access and Benefits Sharing* ont donné aux États des Suds un nouvel intérêt et une capacité à exiger des retours plus importants pour leur pays.

Premièrement, les représentants de ces États exigent par le truchement d'un *Memorandum of Understanding* (MOU) de passer par une procédure d'obtention des permis de

recherche scientifique, des permis de collecte et d'exportation de spécimens, ainsi que le respect des procédures d'acquisition du consentement préalable libre et informé des populations dans les localités de travail des expéditions. Deuxièmement, conformément aux textes de la CDB, ils revendiquent que soient laissés dans le pays des listes ainsi qu'un exemplaire de tous les spécimens collectés. Troisièmement, ils demandent souvent l'intégration dans l'équipe des expéditions de scientifiques nationaux et d'étudiants, ainsi que la promesse de pouvoir transformer les résultats scientifiques en programme de valorisation des ressources naturelles étudiées (exploitation commerciale de certaines ressources marines ou forestières, zonage d'aires protégées, projets touristiques). La seule visibilité médiatique immédiate due à la présence des expéditions (possibles retombées touristiques) constitue un autre argument important en leur faveur.

La capacité des États hôtes des expéditions à formuler des exigences est très variable [Faugère 2015]. Elle dépend fortement de l'histoire des relations entre les États. Comme le soulignent les organisateurs des expéditions, l'étroitesse des relations entre les élites françaises et malgaches a favorisé leur collaboration et certainement permis que les exigences soient restées très modérées même si les procédures bureaucratiques ne sont jamais simples. De manière générale, les bureaucraties des pays choisis sont souvent faibles et peu compétentes sur ce domaine pointu, oscillant entre exigences inadaptées, influencées par la CDB, et manque de procédures *ad hoc*, ce qui confère un rôle prépondérant aux hommes

politiques et aux dirigeants des institutions scientifiques pour adouber les expéditions.

Mais la dimension politique peut être plus compliquée comme lors de l'expédition Santo-2006 où une frange de la classe politique a accusé les scientifiques de piller le patrimoine national. En effet, à cause de contraintes de temps, d'argent, de complexité voire d'absurdité des procédures, il est très compliqué pour les organisateurs de respecter à la lettre les textes issus du régime de la CDB. Par exemple, il est impossible de laisser une liste et des exemplaires des spécimens collectés si la plupart ne sont pas encore identifiés et s'il n'existe pas, dans le pays, de muséums possédant de bonnes conditions de conservation. Les organisateurs trouvent également difficile de travailler dans l'urgence avec des scientifiques nationaux lorsque les spécialistes pointus sont extrêmement rares voire inexistantes.

Il est par ailleurs très ambigu de promettre des retombées pour le pays si les données n'ont pas été produites par les expéditions dans l'optique de la conservation ou de la valorisation des ressources naturelles. De manière générale, l'impact fort sur la conservation de la biodiversité annoncé dans l'argumentaire des expéditions passe en fait essentiellement par la sensibilisation du grand public et des décideurs et par l'identification des zones les plus riches en espèces rares, mais il s'agit d'un impact très indirect et difficile à évaluer. La pression des mécènes, des États et des médias parvient donc difficilement à réorienter la tradition forte d'inventaire d'exploration.

Au-delà de la diversité de leurs intérêts, de leurs capacités et de leurs positionnements

politiques, l'exigence des pays hôtes est ainsi bridée par les rapports structuraux qui définissent la relation entre les prestigieux organisateurs des expéditions activant leurs réseaux internationaux, et les représentants de pays pauvres et peu développés scientifiquement. Définir cette relation comme post-coloniale est souvent pertinent, à la fois pour ce qui concerne l'obtention des permis dans les hautes sphères de l'État et pour qualifier les modes d'accès aux ressources locales et les procédures d'information des populations locales et de leurs autorités [Demmer 2012 ; Faugère et Louafi 2011].

Par ailleurs, la capacité des inventaires à contribuer à la construction et à la validation de communautés politiques, tant au niveau national que local des pays hôtes, via la valorisation de ressources exceptionnelles et la patrimonialisation de celles-ci, reste faible [Faugère 2015]. Les seules véritables dynamiques qui pourraient servir ce processus de patrimonialisation locale sont à chercher dans les usages faits des épaisses publications, éditées des années après par les membres des expéditions [Bouchet *et al.* 2011].

En résumé, il faut souligner que des permis sont bien obtenus, des conférences de presses nationales et des réunions d'informations locales réalisées, des spécimens sont bien laissés dans le pays et des contacts pris avec des acteurs du développement local. Mais ces exigences des pays hôtes sont remplies *a minima* afin de ne pas perturber la logique principale des expéditions qui est de réaliser des inventaires les plus complets possibles, à un niveau de précision qui est le plus souvent très éloigné des préoccupations des pays hôtes.

Conclusion

La question de ce qui caractérise la nouveauté des expéditions « La Planète Revisitée » n'est donc pas anodine. Les développements précédents nous permettent à présent de la ressaisir à nouveaux frais selon deux perspectives connexes : la dimension globale/postcoloniale et l'approche par les régimes de production scientifique.

La dimension « globale » des inventaires étudiés est remarquable par le cadrage planétaire des objectifs scientifiques « biodiversité », par les justifications universalistes et l'iconographie mobilisée, mais plus encore par la participation à plusieurs initiatives scientifiques d'inventaires planétaires. Cet aspect a son importance car de nombreux travaux ont documenté combien les inventaires naturalistes, en dénombrant et rendant visibles les ressources naturelles présentes sur un territoire, ont été utilisés pour construire et légitimer des entités politiques au niveau des localités [Manceron 2013 ; Selmi 2005], des États-nations [Zeller 1987] ou même de l'Europe [Waterton 2002].

Le développement de toutes ces initiatives globales, par le truchement de leurs formats et de leurs bases de données, semble ainsi dessiner en miroir un « public » planétaire en rendant visible un « patrimoine-biodiversité » de l'humanité tel qu'il n'a jamais été auparavant constitué [Faugère 2015], et par là même, faire exister de manière performative une « communauté imaginée », une collectivité humaine enfin réconciliée, qui se regarde dans ce panorama planétaire du vivant...

Le retour historique de ce « mode d'inventaires d'exploration », avec ces modalités Nord-Sud, intensif et de grande taille – que capture

le terme d'expédition –, a poussé certains critiques à y voir une dimension néocoloniale. Les analyses plus précises des transactions entre partenaires, des normes internationales, des relations complexes entre l'État français, les entreprises françaises, les États hôtes et leurs populations portent à préférer le cadrage des analyses post-coloniales¹⁷ [Smouts 2007]. Il nous semble donc que ces deux caractéristiques ne sont pas du tout exclusives l'une de l'autre : ce programme d'inventaires naturalistes est global dans son projet et postcolonial (et national) par certains de ses aspects.

La seconde perspective permet également de ne pas succomber à la tentation de l'anachronisme et de bien saisir ce programme d'inventaires dans son temps, malgré les caractéristiques renvoyant à la grande époque de la fin du XVIII^e au début du XIX^e (en y incluant les statuts variés des participants et des financements, la présence d'une certaine démesure dans le projet). Il est difficile de nier la dimension exceptionnelle du programme « La Planète Revisitée », fondé sur le rôle de quelques « entrepreneurs » parvenant progressivement à constituer des collectifs inédits, à partir de transactions spécifiques avec des acteurs variés (institutions scientifiques, mécènes et médias,

17. Ces analyses permettent en effet de mieux comprendre les liens complexes qui unissent les élites de certains pays du Sud et l'État français et ses grandes entreprises. Ces liens privilégiés – où s'entrelacent les dimensions culturelles, politiques et économiques – sont ancrés dans une histoire longue issue de l'époque coloniale et marquent également certains aspects de l'organisation de ces grandes expéditions.

États français et pays hôtes). Chacun apporte des ressources spécifiques et influence le programme à sa manière. L'entretien de ce réseau hétérogène demande un travail important aux entrepreneurs-organiseurs, mais cette diversité de partenaires leur donne aussi de la liberté.

Cette originalité peut être perçue comme une caractéristique de la production scientifique depuis une trentaine d'années. La dimension de coproduction des sciences à travers les partenariats public-privé peut être rapprochée d'autres expéditions originales d'inventaires contemporaines (le Sorcerer II

de Craigh Venture, le navire de Tara Expéditions, etc.). Pourtant, il faut accepter que cette coproduction suive en fait des continuités historiques indéniables. Pour mieux comprendre la nouveauté de ce programme, il faut le replacer plus largement dans le « régime de production et de régulation des savoirs » qui s'installe à la fin du XX^e siècle [Pestre 2003], réinscrire ces inventaires dans des transactions plus larges autour de « la biodiversité » incluant par exemple les médias, la redéfinition des communautés imaginées, les initiatives globalisées, les modes de partage des données et une nouvelle géopolitique de la connaissance.

Bibliographie

Babou, Igor et Joëlle Le Marec — 2009, « Les pratiques de communication professionnelle dans les institutions scientifiques : processus d'autonomisation », *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 2 (1) : 115-142.

Bouchet, Philippe, Hervé Le Guyader et Olivier Pascal eds. — 2011, *The natural history of Santo*. Paris, Collection Patrimoines Naturels, Muséum National d'Histoire Naturelle.

Bouchet, Philippe, Virginie Héros, Philippe Maestrati et Pierre Lozouet — 2009, « Un quart de siècle d'exploration des faunes malacologiques de profondeur dans le Pacifique Sud et Ouest : où en sommes-nous ? Où allons-nous ? » *Xenophora* 126 : 18-41.

Bowker, Geoffrey — 2000, « Biodiversity data diversity », *Social Studies of Science* 30 (5) : 643-683.

Demmer, Christine — 2012, « Coquillages savants ou coquillages marchands ? Une expédition naturaliste au prisme du commerce mondial à Madagascar », *Techniques et Culture* 59 : 164-181.

Dumoulin Kervran, David et Guillaume Ollivier — 2013, « Comment peut-on être systématien ? Faire exister une communauté scientifique : le cas français dans la dynamique internationale », *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 7 (2) : 365-410.

Dumoulin Kervran, David — 2002, « Les aires protégées, de l'Humanité aux populations locales. Un bien composite à la recherche de son public », in F. Constantin ed., *Les biens publics mondiaux. Un mythe légitimateur pour l'action collective ?* Paris, L'Harmattan : 269-306. — 2012, « Comment devient-on un coquillage scientifique ? », *Techniques & Culture* 59 : 182-205.

Faugère, Elsa — (2015, sous presse) « Négocier l'accès à la biodiversité des pays du Sud. Le cas des grandes expéditions naturalistes contemporaines », in D. Guillaud, D. Juhé-Beaulaton, Y. Girault, M.-C. Cormier-Salem ed., *Ambivalences patrimoniales au sud : stratégies, processus, conflits*. Paris, IRD Éditions.

- Faugère, Elsa et Isabelle Mauz** — 2013, « Une introduction au renouveau de la taxonomie », *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 7 (2) : 349-364.
- Faugère, Elsa et Olivier Pascal** — 2011, « La fabrique de l'information. Le cas des grandes expéditions naturalistes contemporaines », *Quaderni* 76 : 39-51.
- Faugère, Elsa et Sélim Louafi** — 2011, « Le nouveau climat des expéditions naturalistes au Sud. L'exemple de Santo 2006 au Vanuatu », *Revue Tiers Monde* 207 (3) : 79-96.
- Granjou, Céline, Isabelle Mauz, Marc Barbier et Philippe Breucker** — 2014, « Making taxonomy environmentally relevant. Insights from an All Taxa Biodiversity Inventory », *Environmental Science and Policy* 38 : 254-262.
- Hine, Christine** — 2008, *Systematics as cyberscience : Computers, change and continuity in science*. Cambridge, The MIT Press.
- Janzen, Daniel H.** — 2003, « How does an All Taxa Biodiversity Inventory (ATBI) promote and facilitate local and global biodiversity conservation ? », *Biodiversity* 4 (2) : 4-10.
- Kohler, Robert E.** — 2002, *Landscapes and Labscapes : Exploring the Lab-Field Border in Biology*. Chicago, University of Chicago Press. — 2006, *All Creatures : Naturalists, Collectors and Biodiversity, 1850-1950*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Latour, Bruno** — 1985, « Les "vues" de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques », *Culture technique* 14 : 5-29.
- Mackenzie, John M.** — 2009, *Museums and empire : Natural history, human cultures and colonial identities*. Manchester, Manchester University Press.
- MacLeod, Roy (dir.)** — 2000, « Nature and Empire : Science and the colonial enterprise » (Special issue), *Osiris*, 2nd series, 15.
- Manceron, Vanessa** — 2013, « Monitoring and recording. Between two forms of surveillance », *Sentinel Devices* 3 : 25-27.
- Mauz, Isabelle** — 2011, « Le renouveau des inventaires naturalistes au début du XXI^e siècle », *Quaderni* 76 (2) : 13-23.
- Mauz, Isabelle et Elsa Faugère** — 2013, « Les systématiciens à l'épreuve du barcoding », *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 7 (2) : 433-459.
- Micoud, André** — 2005, « La biodiversité est-elle encore naturelle ? », *Écologie & Politique* 30 : 17-25.
- Pestre, Dominique** — 2003, *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*. Paris, INRA Éditions.
- Petitjean, Patrick** ed. — 1996, « Les Sciences hors d'occident au XX^e siècle », vol. 2 : *Les sciences coloniales : figures et institutions*. Paris, ORSTOM Éditions : 113-161.
- Rozwadowski, Helen M.** — 2005, *Fathoming the ocean. The discovery and exploration of the deep sea*. The Belknap Press of Harvard University Press.
- Selmi, Adel** — 2005, « Savoirs naturalistes scientifiques et appropriation du territoire en Vanoise (1963-1990) », in P. Marty, F.-D. Vivien, J. Lepart et R. Larrère eds., *Les biodiversités : objets, théories, pratiques*. Paris, Éditions CNRS : 241-258.
- Smouts, Marie-Claude** — 2007, *La situation post-coloniale*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Snir, Reut** — 2013, « Governance by disclosure : Transnational convergence in the field of nanotechnology », *Transnational Environmental Law* 2 (1) : 69-94.
- Spary, Emma C.** — 2000, *Utopia's garden. French natural history from Old Regime to Revolution*. Chicago, University of Chicago Press.
- Star, Leigh Susan et James R. Griesemer** — 1989, « Institutional ecology, "translations" and boundary objects : Amateurs and professionals in Berkeley's museum of vertebrate zoology, 1907-39 », *Social Studies of Science* 19 (3) : 387-420.
- Waterton, Claire, Rebecca Ellis et Bryan Wynne** — 2013, *Barcoding life : Shifting cultures in taxonomy in an age of biodiversity loss*. London, Routledge.
- Waterton, Claire** — 2002, « From Field to Fantasy : Classifying Nature, Constructing Europe », *Social Studies of Science* 32 (2) : 177-204.
- Zeller, Suzanne** — 1987, *Inventing Canada. Early Victorian science and the idea of a transcontinental nation*. Toronto, University of Toronto Press.

Résumé

David Dumoulin Kervran et Elsa Faugère, « *La Planète Revisitée* ». *Fabriquer un nouveau mode d'inventaires globaux ?*

« La Planète Revisitée » est le nom d'un programme d'inventaires naturalistes, organisé depuis 2006 par le Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris et l'ONG Pro-Natura International. S'agit-il de réitérer une aventure ou d'accomplir ce qui n'a jamais été fait ? En nous appuyant sur des enquêtes ethnographiques et sociologiques, nous analysons le type de transaction que les entrepreneurs-organiseurs des expéditions expérimentent avec trois types d'acteurs : les institutions scientifiques, les mécènes et les médias et enfin les États. Nous montrons ainsi comment cette question de la nouveauté renvoie à une discussion générale sur la transformation des rapports Nord-Sud et des régimes de production scientifique.

Mots clés

« La Planète Revisitée », inventaire, expédition, biodiversité, science, global, commanditaire, mécènes, médias, États

Abstract

David Dumoulin Kervran and Elsa Faugère, “*Our Planet Revisited*”. *Inventing a New Mode of Global Inventories?*

“Our Planet Revisited” is the name of a series of naturalist inventories, organized by the National Museum of Natural History of Paris and the NGO Pro-Natura International since 2006. Is it about reiterating a previous naturalist adventure or is it about inventing something new? Drawing on our ethnographic fieldwork, we have characterized the kind of transactions that the expeditions’ entrepreneurs-organizers experimented with actors of scientific institutions, private funders and media, and governments. In our examination, we show how this question of innovation refers to a more general discussion about the transformation of North-South relationships and of the modes of scientific production.

Keywords

“Our Planet Revisited”, inventory, expedition, biodiversity, science, global, sponsor, private funders, media, States

